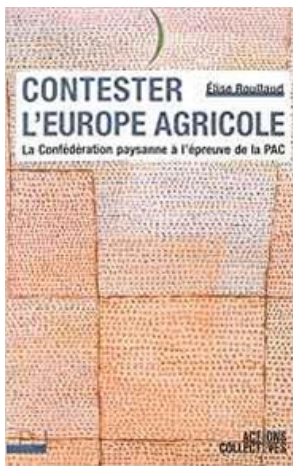


Élise Roullaud, *Contester l'Europe agricole. La Confédération paysanne à l'épreuve de la PAC*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2017, 231 p.

Alain Chatriot



Depuis plusieurs décennies, l'étude du syndicalisme agricole et celle de la politique agricole commune (PAC) ont donné lieu à de très nombreux travaux de la sociologie et de la science politique françaises – il suffit de penser aux noms d'Ivan Bruneau, Hélène Delorme, Ève Fouilleux, Bertrand Hervieu, Pierre Muller, François Purseigle ou Yves Tavernier. Le livre d'Élise Roullaud issu de sa thèse soutenue en 2013 à l'Université de Lyon s'inscrit dans cette logique en accordant une place importante à un syndicat particulier, la Confédération paysanne, qui s'est pour une part construit face à l'intégration européenne. L'étude restitue donc à la fois la place de ce syndicat dans l'espace de la représentation agricole française et dans l'analyse du processus d'eupéanisation des groupes d'intérêt. La recherche se fonde sur l'accès à des fonds d'archives syndicales (fait suffisamment notable dans l'étude du monde agricole pour être souligné !), parfois non inventoriées (seules sont classées les archives déposées au Centre d'histoire du travail à Nantes) ; elle s'appuie également sur des publications et surtout sur une quarantaine d'entretiens, ainsi que sur une enquête par questionnaire auprès de syndicalistes. Le propos dense est structuré en quatre chapitres : la construction et les conditions sociales d'une représentation agricole européenne, la contestation d'une politique européenne, la PAC comme enjeu pour les rapports de force syndicaux et le répertoire d'action de la confédération paysanne.

Créée en 1987 par la réunion de deux syndicats agricoles minoritaires (la Fédération nationale des syndicats paysans et la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans), la Confédération paysanne ne se réduit pas à la figure de José Bové et à la médiatisation à la suite du démontage d'une enseigne de restauration rapide à Millau en 1999. Dès le départ, la Confédération s'inscrit dans la Coordination paysanne européenne qui veut porter un discours alternatif aux syndicats agricoles majoritaires regroupés dans le Comité des organisations professionnelles agricoles (COPA). Ce travail au début des années 1990 implique une « socialisation au jeu européen » qui n'est pas toujours simple malgré l'existence de militants professionnalisés qui se spécialisent sur le sujet. De plus, ces années sont marquées aussi bien par la vaste réforme de la PAC de 1992 que par la grande attention aux questions agricoles sous la présidence de Jacques Chirac à partir de 1995.

Dans ce contexte, la politiste montre bien que la PAC et sa politisation peut être un

facteur de division remettant en cause le discours d'unité syndicale toujours porté par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et permettre de concurrencer la Coordination rurale, marquée encore plus à droite, et elle aussi très critique vis-à-vis de la PAC. Parmi les pages les plus intéressantes du livre, on trouve celles où est analysée la place des experts de la PAC dans la confédération paysanne : l'intégration européenne entraîne ici des conséquences sur le travail militant et l'économie interne des confédérations syndicales. L'étude des répertoires d'action de la confédération permet la prise en compte de la contrainte temporelle (les mobilisations de crise dans l'urgence sont bien sûr différentes des temps longs des réformes où il faut parvenir à soutenir plus laborieusement des amendements) et s'illustre aussi dans une réflexion sur le rapport à la violence sociale ou sur la capacité d'agir par le recours au droit. Marqué par les méthodes et le discours de la sociologie des mobilisations (Pierre Bourdieu et Michel Offerlé sont bien présents dans la bibliographie), l'ouvrage d'Élise Roullaud intéressera tant les spécialistes du monde agricole et du syndicalisme que ceux des politiques européennes.